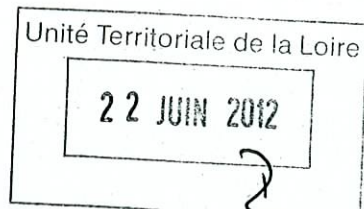


Copie: DREAL

UT Loire - 11C



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE



SS

ARRÊTÉ N° 246 -DDPP-12
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

SETFORGE EXTRUSION SOCIETE NOUVELLE
33 AVENUE BERTHELOT
42152 L'HORME

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU les articles R.512-31 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 1994 modifié autorisant la Société SETFORGE EXTRUSION à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées au 33 Avenue Berthelot sur le territoire de la commune de L'HORME ;

VU le diagnostic de pollution des sols de l'atelier de traitement de surface transmis à l'inspection des installations classées en août 2011 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 19 avril 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 7 mai 2012 ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées, après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, afin de fixer des prescriptions additionnelles pour protéger les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient pour l'exploitant d'améliorer la connaissance et la maîtrise des émissions, de réaliser des actions de réduction des émissions, de mettre en œuvre un programme de surveillance de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La société Setforge Extrusion dont le siège social se situe 33 avenue Berthelot à L'Horme est tenue de se conformer au présent arrêté en vu de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement pour son site sis au 33 avenue Berthelot à L'Horme.

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'étude hydrogéologique référencée Neodyme R-MN-1110-1a du 19 août 2011 doit être révisée, afin de caractériser précisément le contexte du secteur.

A partir des conclusions, l'exploitant se positionnera sur la possibilité de mettre en place un réseau pertinent de surveillance des eaux souterraines et soumettra ses conclusions à l'avis de l'inspection des installations classées.

Si la mise en place d'un réseau de surveillance est validée, l'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

Article 2.1 – Conception du réseau de forage

Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site seront définis :

- leur nombre (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont)
- leur lieu d'implantation
- leur profondeur

Article 2.2 – Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

ARTICLE 4 – BILAN QUADRIENNAL

Dans tous les cas, à l'issu des investigations sur site et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 – CHOIX DES PRESTATAIRES

Pour réaliser cette étude, la société Setforge Extrusion devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 – ÉCHÉANCIER AVANT TRAVAUX

La société Setforge Extrusion devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux

8 mois

ARTICLE 7 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 7.- AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

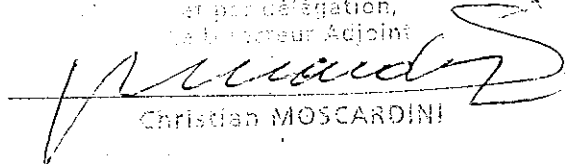
ARTICLE 8.- APPLICATION

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Madame le maire de L'HORME, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la Mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le 19 JUIN 2012

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation,
Le Maire Adjoint


Christian MOSCARDINI

Copie adressée à :

- SETFORGE EXTRUSION SOCIÉTÉ NOUVELLE

33, Avenue Berthelot

42152 L'HORME

- Madame le maire de L'HORME

- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono

Article 2.3 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 2.4 – Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle pendant un an à compter de la signature du présent arrêté puis semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- Hydrocarbures totaux
- HAP
- COHV
- Métaux

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 2.5 – Échéances de la mise en œuvre

L'entreprise Setforge Extrusion devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Actualisation de l'étude hydrogéologique – proposition du réseau des surveillance : 5 mois
- Réalisation des premières analyses (si nécessaire) : 6 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Article 2.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 3 – MESURES DE GESTION

Sur la base des éléments contenus dans le diagnostic de pollution des sols de l'atelier de traitement de surface (Néodyme Envisol R-MN-1108-1a du 19 août 2011) mettant en évidence des pollutions du sol, **des mesures de gestion** seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnées au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.